

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOISMATAHITI 73.
N° 9.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 1
NO ME 1926.

ABONNEMENTS

	EN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Etablissements français de l'Océanie.	20 fr.	11 fr.	6 fr.
France, Colonies et Union postale....	26 fr.	14 fr.	8 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie, à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	0 75
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	0 35
Annonces commerciales et avis divers : la ligne.....	1 50
Les mêmes, renouvelés : la ligne.....	0 75

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1926

Pages

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

21 avril.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 25 janvier 1926, modifiant le tableau n° 2 annexé au décret du 3 juillet 1897 réglementant les indemnités de déplacement et les passages du personnel colonial.....	125
---------------	---	-----

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

9 avril.....	Arrêté fixant les taxes des colis postaux du régime international.....	126
15 avril.....	Arrêté fixant le montant des émoluments des pilotes et déterminant le mode de versement au Trésor des droits de pilotage..	127
16 avril.....	Arrêté concernant le corps des défenseurs et l'exercice du droit de défense devant les Tribunaux de la Colonie.....	127
19 avril.....	Arrêté organisant le transport des correspondances par le service aérien San Francisco-Cheyenne, Chicago-New-York et fixant les surtaxes qui y sont applicables.....	129
26 avril.....	Arrêté rapportant celui du 22 décembre 1922 et modifiant l'article 40 de l'arrêté du 6 novembre 1912 (vaccination antivariolique).....	130
29 avril.....	Arrêté modifiant l'arrêté local du 10 juillet 1925 et déterminant le mode de versement des frais de rapatriement des travailleurs annamites.....	130
29 avril.....	Arrêté portant modification de l'art. 20 de l'arrêté du 4 octobre 1913, portant organisation et fonctionnement du Service Topographique.....	131
Extraits.....		131

AVIS OFFICIEL

Service topographique. — Avis	132
Messageries maritimes. — Avis.....	132

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUES

Situation financière de la Banque de l'Indo-Chine, au 31 mars 1926.....	133
---	-----

DIVERS

Annonces judiciaires.....	133
— commerciales et avis divers.....	136

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 25 janvier 1926, modifiant le tableau n° 2 annexé au décret du 3 juillet 1897 réglementant les indemnités de déplacement et les passages du personnel colonial.

(Du 21 avril 1926.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle, n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 25 janvier 1926 modifiant le tableau n° 2 annexé au décret du 3 juillet 1897 réglementant les indemnités de déplacement et les passages du personnel colonial.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 25 janvier 1926, modifiant le tableau n° 2 annexé au décret du 3 juillet 1897 réglementant les indemnités de déplacement et les passages du personnel colonial.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 avril 1926.

RIVET.

DÉCRET

(Du 25 janvier 1926.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 3 juillet 1897, portant règlement sur les indemnités de déplacement et les passages du personnel colonial

modifié par les décrets des 6 juillet 1904 et 26 septembre 1922;
Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Le tableau n° 2 annexé au décret du 3 juillet 1897, est modifié comme suit en ce qui concerne les bâtiments de la Compagnie générale transatlantique assurant le service de la ligne du Havre à New-York :

Compagnie générale transatlantique.

DÉSIGNATION DE LA CATÉGORIE

LIGNE DU HAVRE A NEW-YORK

1^{re} catégorie A.....
1^{re} catégorie B.....
2^e catégorie.....
3^e catégorie.....
4^e catégorie.....
5^e catégorie.....
6^e catégorie.....

1^{re} classe. — Cabine extérieure (1 couchette).
1^{re} classe. — Cabine extérieure (2 couchettes).
Sur les paquebots dits de luxe, 2^e classe.
Sur les autres paquebots, 1^{re} classe, cabine intérieure arrière.
3^e classe.
Entrepont.
Entrepont.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 25 janvier 1926.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

LÉON PERRIER.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ fixant les taxes des colis postaux du régime international.

(Du 9 avril 1926.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 24 avril 1917, promulguant dans la Colonie le décret du 16 février 1917, portant approbation et publication de la déclaration signée à Paris le 23 décembre 1916, entre la France et la Grande-Bretagne en vue de faciliter les relations postales entre les Etablissements français de l'Océanie et la Nouvelle Zélande par l'organisation de l'échange des colis postaux ;

Vu l'arrêté du 23 octobre 1918, promulguant dans la Colonie la Convention passée pour l'échange des colis postaux entre la Colonie des Etablissements français de l'Océanie et les Etats-Unis d'Amérique et vice-versa ;

Vu l'arrêté du 30 avril 1921 portant fixation du droit de timbre sur les colis postaux ordinaires de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 3 février 1925, portant création et les conditions d'application d'une taxe intérieure de transport des colis postaux originaires de l'extérieur et modification de la taxe des colis postaux du régime intérieur ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 1925, portant relèvement des taxes des colis postaux à destination des États-Unis d'Amérique ;

Vu l'arrêté du 23 octobre 1925, promulguant dans la Colonie le décret du 26 août 1925, portant ratification pour les colonies françaises, des protectorats de l'Indo-Chine et les territoires sous mandat du Togo et du Cameroun de la Convention postale Universelle et des arrangements de Stockholm ;

Vu le recueil de renseignements d'intérêt général relatifs à l'échange des colis postaux publié en octobre 1925 par le Bureau International de l'Union postale Universelle ;

Vu le tableau A français concernant l'échange international des colis-postaux par l'intermédiaire de la France et les circulaires rectificatives y afférentes ;

Vu le guide officiel des Postes et Télégraphes de la Nouvelle-Zélande de l'année 1925 ;

Vu la circulaire télégraphique n° 6 du 28 février 1926 du Ministre des Colonies fixant à quatre le taux de conversion du franc "or" ;

Sur la proposition du Chef du Service des Postes et des Télégraphes et l'avis conforme du Secrétaire Général du Gouvernement,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. — A partir du 10 avril 1926 les taxes des colis postaux à destination de l'extérieur de la Colonie sont fixées conformément au tarif annexé au présent arrêté.

A ces taxes s'ajouteront, suivant le cas, celles de transport intérieur visées par l'arrêté du 3 février 1925.

Art. 2. — La perception des taxes sus-visées s'effectuera au moyen de timbres-poste qui seront apposés soit sur le bulletin d'expédition du colis-postal soit sur l'enveloppe même de l'objet suivant que le pays destinataire exige ou non l'établissement d'un bulletin d'expédition.

Les timbres-poste représentant les montants de la valeur sur une taxe perçue seront oblitérés au moyen du timbre à date du bureau de dépôt des objets.

Art. 3. — Le Secrétaire Général du Gouvernement et le Chef du Service des Postes et des Télégraphes sont chargés, chacun en ce

qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 avril 1926.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
SOLARI.

*Le Chef du Service des Postes
et des Télégraphes,*

BRAOUE.

Pour le tarif, voir l'annexe au présent Journal.

ARRÊTÉ fixant le montant des émoluments des pilotes et déterminant le mode de versement au Trésor des droits de pilotage.

(Du 15 avril 1926.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté local du 2 décembre 1903 réglementant le pilotage libre dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu les arrêtés locaux, n^{os} 455 et 456 du 13 septembre 1913, concernant le pilotage dans la Colonie modifiés par ceux des 25 juin 1919 et 1^{er} mars 1926 ;

Vu le décret du 25 mars 1917 portant organisation des Ports et Rades aux colonies ;

Vu l'arrêté du 1^{er} mai 1924 portant à 1.666 fr. 66 par mois la solde des pilotes ;

Vu les prévisions budgétaires de l'exercice 1926 ;

Sur le rapport du Secrétaire Général du Gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La Caisse de pilotage instituée par l'arrêté local du 2 décembre 1903, et dont le fonctionnement est déterminé par les articles 38, 39 et 40 dudit arrêté est supprimée à compter du 1^{er} avril 1926.

Art. 2. — A compter du 1^{er} avril 1926, les émoluments des pilotes fixés par l'arrêté local susvisé du 1^{er} mai 1924, à 20.000 francs par an, sont portés à 25.000 francs l'an. Ils seront mandatés par douzième.

Art. 3. — L'article 22 de l'arrêté du 2 décembre 1903 est complété comme suit :

6^o Le licenciement pour incapacité physique sera prononcé par le Gouverneur, après présentation de l'intéressé devant le Conseil de Santé de la Colonie.

Art. 4. — Le Maître du Port est chargé du recouvrement de la perception des droits de pilotage. Il les versera, sans délai au Trésor sur ordre de recette, au titre du chapitre 4, article 5, paragraphe 2 du Budget des Recettes du Service Local.

A la fin de chaque trimestre, le montant des recettes constatées (déduction faite des sommes payées sur mandats aux pilotes) sera partagé de la manière suivante :

Un quart de l'excédent au profit des pilotes, et les trois autres quarts au profit du Service Local.

Art. 5. — Les pilotes devront entretenir, en bon état, à leurs frais, une embarcation à moteur capable de tenir la mer par tous les temps pouvant permettre à un navire de franchir la passe.

Ils sont chargés de la surveillance des bouées, balises et coffres

d'amarrage. Ils en assureront, en outre, la réfection par tous les moyens mis à leur disposition par le Service local.

Art. 6. — Toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté sont et demeurent abrogées.

Art. 7. — Le Secrétaire Général du Gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 15 avril 1926.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
SOLARI.

ARRÊTÉ concernant le corps des défenseurs et l'exercice du droit de défense devant les Tribunaux de la Colonie.

(Du 16 avril 1926.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu les articles 10 et 37 du décret du 18 août 1868 portant organisation de la Justice dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté du 17 mai 1886 portant organisation du corps des défenseurs ;

Vu les arrêtés des 1^{er} décembre 1903, 8 mars 1908, 14 décembre 1923 modifiant le précédent ;

Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

CHAPITRE I^{er}

NOMINATION ET DROITS DES DÉFENSEURS.

Article 1^{er}. — Le nombre des défenseurs chargés de postuler et de plaider près les tribunaux de Papeete, pour les parties qui ne se défendent pas elles-mêmes, n'est pas limité.

Art. 2. — Les défenseurs continueront d'avoir seuls qualité pour plaider et conclure en toute matière, devant le Tribunal Supérieur, devant le Tribunal Civil de Première Instance et devant le Tribunal de Commerce de Papeete, pour faire et signer tous actes nécessaires à l'instruction des causes civiles et commerciales, et à l'exécution des jugements et arrêts.

Art. 3. — Toute partie aura néanmoins, le droit d'agir et de se défendre elle-même devant les tribunaux, d'y représenter et défendre ses co-héritiers, consorts, co-associés, sans l'assistance d'un défenseur ; les fils, petit-fils, beaux-fils, gendres, frères et beaux-frères, pourront représenter leurs pères, grands-pères ou beaux-pères et réciproquement ; ils pourront également représenter et défendre leurs mères, grand-mères, leurs filles, petites-filles ou brues, leurs sœurs ou belles-sœurs et réciproquement ; les maris pourront représenter et défendre leurs femmes et réciproquement ; les tuteurs ou curateurs, leurs pupilles ; les gérants, représentants et commis d'une maison de commerce pourront représenter et défendre les maisons dans lesquelles ils sont employés.

Art. 4. — Devant le tribunal de première instance de Papeete statuant en matière de simple police et en matière civile sur les affaires attribuées aux justices de paix par le Code de procédure civile, par les lois des 25 mai 1838 et 2 mai 1855, les parties pour-

ront, si elles ne se défendent pas elles-mêmes se faire représenter par des fondés de pouvoirs dont le choix demeure libre, conformément aux articles 9 du code de procédure civile, 35 du décret du 18 août 1868, et 9 du décret du 1^{er} juillet 1880, et sauf les exclusions prononcées par l'art. 86 du code de procédure civile.

Art. 5. — Pour pouvoir exercer comme défenseur, et être inscrit en cette qualité au tableau dressé à cet effet par le tribunal supérieur de Papeete, il faut remplir les conditions suivantes :

1^o Être âgé de 25 ans accomplis, sauf dispense à accorder par le Gouverneur ;

2^o Être français ou naturalisé ;

3^o Être licencié en droit ou justifier de son aptitude par un certificat obtenu après examen. Cet examen aura lieu publiquement devant le président du tribunal supérieur, le président du tribunal de première instance et un défenseur désigné par le Chef du Service Judiciaire, et en présence de ce dernier. L'examen portera sur l'ensemble des lois, ordonnances, décrets et règlements dans la Colonie ;

4^o Justifier de sa moralité.

Art. 6. — Celui qui demandera à être nommé défenseur, présentera sa requête, avec pièces à l'appui, au Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire qui recueillera tous les renseignements sur les antécédents, sur la conduite, et la moralité du candidat.

Le dossier sera soumis à l'avis des Membres des tribunaux de Papeete, réunis en assemblée générale sur la convocation et sous la présidence du Chef du Service Judiciaire. Si les Magistrats siègent en nombre pair, en cas de partage des voix, le moins ancien dans le grade le moins élevé, ayant pris part à la réunion, devra s'abstenir de voter.

Le Chef du Service Judiciaire transmettra le dossier, avec son rapport, au Gouverneur qui statuera et délivrera, s'il y a lieu, une commission de défenseur au licencié en droit, et admettra à l'examen celui qui n'est pas licencié. La même commission sera délivrée, après nouvel accomplissement des formalités prévues au paragraphe précédent, s'il a satisfait aux épreuves de l'examen.

Art. 7. — Les défenseurs ne sont pas tenus de résider à Papeete ; ils peuvent s'absenter de la colonie sans autorisation du Gouverneur.

En cas d'absence ou d'empêchement de toute nature, le défenseur pourra se faire remplacer par un secrétaire réunissant les conditions voulues pour être nommé défenseur, et agréé dans les formes prescrites pour la nomination des défenseurs titulaires.

Art. 8. — Avant d'entrer en fonctions, le défenseur et le secrétaire de défenseur prêtent serment, en ces termes, devant le Tribunal Supérieur ;

« Je jure et promets de bien et loyalement remplir mes fonctions
« et d'observer en tout les devoirs qu'elles m'imposent ».

Art. 9. — Les défenseurs sont taxés :

1^o Conformément au tarif de Paris, en vigueur à la date des actes, pour toutes les affaires de la compétence ordinaire des tribunaux de paix et de simple police.

2^o Conformément au même tarif, augmenté de moitié, pour les affaires soumises aux autres juridictions.

Art. 10. — Les défenseurs porteront à l'audience, la robe d'éta mine noire fermée et la toque en laine bordée de velours. Lorsqu'ils seront licenciés en droit, ils pourront porter la chausse de leur grade. Ils plaideront debouts et découverts.

CHAPITRE II

OBLIGATIONS DES DÉFENSEURS.

Art. 11. — L'exercice de la profession de défenseur est incompat-

ible avec toute fonction publique salariée, toute autre profession et toute espèce de négoce.

Art. 12. — Il est interdit aux défenseurs, sous peine de destitution :

1^o de se rendre directement ou indirectement, adjudicataires de biens, meubles ou immeubles, dont ils sont chargés de poursuivre la vente ;

2^o de se rendre cessionnaire de droits successifs ou litigieux ;

3^o de faire avec leurs parties, des conventions aléatoires et autres, subordonnées à l'évènement du procès ;

4^o de s'associer entre eux pour l'exploitation de leurs affaires, ou de prêter leur nom pour les actes de postulation illicite.

Il n'y a association que si les défenseurs ont des études et des affaires distinctes. Lorsqu'un défenseur, à la date de sa nomination est lié à un autre défenseur par un contrat antérieur, il peut être ou rester secrétaire tant qu'il ne prend pas l'étude, ni d'affaires personnelles distinctes de celle du défenseur dont il est secrétaire.

Art. 13. — Sous la même sanction, ils ne doivent recevoir aucun fonds ou valeur, à quelque titre que ce soit, sans en remettre un récépissé détaillé, extrait d'un registre à souche.

Art. 14. — Ils doivent, sous la même sanction, tenir un registre dont les pages sont cotées et paraphées par le Président du Tribunal de Première instance ou son délégué, où ils inscriront, par ordre de date, et sans aucun blanc : sur la page droite, toutes les sommes qu'ils recevront de leurs parties, en indiquant le nom de ces parties et la cause du versement ; d'autre part, à gauche, également par ordre de date et sans aucun blanc, tous leurs débours, notamment pour frais de greffe, d'enregistrement, d'expertise, les remboursements de provisions non employées ou de dépôts confiés aux défenseurs. Les unes et les autres de ces inscriptions seront totalisées par trimestre et par année.

Ce registre sera représenté aux tribunaux toutes les fois que les défenseurs en seront requis et qu'ils formeront une demande en condamnation de frais ; faute de représentation ou de tenue régulière, ils seront déclarés non recevables en leur demande.

Ils sont tenus, sous peine d'être poursuivis disciplinairement, de communiquer ce registre au Ministère public toutes les fois que celui-ci leur en adresse une réquisition.

Ce registre et celui qui est prévu à l'article précédent, ne peuvent, pour quelque motif que ce soit, être communiqués à d'autres qu'aux magistrats, sur leur réquisition.

Art. 15. — Si, en matière civile, correctionnelle ou criminelle, une partie ne trouvait point de défenseur, elle s'adressera au président de la juridiction compétente, qui lui en désignera un d'office. Le défenseur ainsi désigné ne pourra refuser son ministère, sans faire approuver ses motifs d'excuse ou d'empêchement.

CHAPITRE III

DISCIPLINE DES DÉFENSEURS.

Art. 16. — Les défenseurs exercent librement leur ministère pour la défense de la partie et de la vérité ; mais ils doivent s'abstenir de toute supposition dans les faits, de toute surprise dans les citations.

Il leur est défendu de se livrer à des injures et personnalités offensantes envers les parties ou leurs défenseurs, d'avancer aucun fait grave contre l'honneur et la réputation des parties, à moins que la nécessité de la cause ne l'exige, et qu'ils n'en aient charge par écrit de leurs clients.

Il leur est prescrit de ne jamais s'écarter, soit dans leurs discours, soit dans leurs écrits, ou de toute autre manière, du respect dû à la justice ; comme aussi de manquer aux justes égards qu'ils doi-

vent à chacun des magistrats devant lesquels ils exercent leur ministère.

Art. 17. — Le Chef du Service Judiciaire exerce la discipline sur les défenseurs.

Il prononce, après les avoir entendus et leur avoir donné connaissance des pièces relatives à l'inculpation dirigée contre eux, les peines de l'avertissement, de la censure simple, et de la censure avec réprimande.

Il rend compte au Gouverneur des peines qu'il a prononcées.

Art. 18. — A l'égard des peines plus graves qui sont : l'interdiction temporaire et la destitution, le Chef du Service Judiciaire agissant d'office ou sur la réclamation des intéressés, procède, s'il y a lieu, à une enquête préliminaire dont les résultats sont soumis aux membres des tribunaux de Papeete réunis.

Préalablement à la réunion des magistrats, le dossier est transmis par le Chef du Service Judiciaire au Président du Tribunal Supérieur, qui commet un rapporteur choisi en dehors du parquet. Le rapporteur a pour mission de procéder à la mise en état de l'affaire, de recueillir, à cet effet, tous les témoignages et renseignements qu'il juge utiles, de donner communication du dossier au défendeur inculpé, dont il reçoit les observations et déclarations.

Le défendeur en cause est convoqué par le greffier des tribunaux, à huitaine franche, devant les magistrats assemblés en chambre du conseil sous la présidence du Chef du Service Judiciaire. Après audition du rapport, le Chef du Service Judiciaire présente ses observations et l'inculpé est entendu.

Si les magistrats sont en nombre pair, en cas de partage des voix, le moins ancien dans le grade le moins élevé, ayant pris part à la réunion, devra s'abstenir de voter.

Art. 19. — Le Chef du Service Judiciaire transmet au Gouverneur une expédition de la délibération avec le dossier de l'affaire, et y joint ses propositions.

Le Chef de la colonie statue, sauf recours au Ministre des colonies. Il ne peut s'écarter de l'avis des tribunaux que dans un sens favorable à l'inculpé.

Le recours est suspensif, quand la peine prononcée est la destitution. Dans ce cas, le défendeur en cause demeure en état d'interdiction jusqu'à la décision du Département.

Si la mesure prononcée est l'interdiction, le Gouverneur peut en ordonner l'exécution provisoire, en attendant la solution à intervenir sur le recours.

Art. 20. — Si, à l'audience ou dans les écrits produits en justice, les défenseurs s'écarterent du respect dû aux lois et à la justice ou manquent aux devoirs qui leur sont prescrits, les tribunaux peuvent, suivant l'urgence des cas, d'office ou à la réquisition du Ministère public, prononcer contre eux le rappel à l'ordre, la censure avec réprimande, ou la suspension pendant trois mois au plus.

Les décisions du Tribunal de Première instance et du Tribunal de Commerce sont sujettes à appel devant le Tribunal Supérieur, lorsque la peine prononcée est la suspension pour plus de quinze jours.

Lorsque les tribunaux estiment qu'il y a lieu à l'application d'une peine plus grave, il est dressé procès-verbal des faits, lequel est sans délai, transmis au Chef du Service Judiciaire. Le défendeur inculpé après avoir pris communication des pièces, est invité à donner des explications par écrit. Le Gouverneur statue sur le rapport du Chef du Service Judiciaire et sur le vu du dossier, sauf le recours au Ministre des colonies dans les conditions spécifiées aux trois derniers paragraphes de l'article précédent.

Art. 21. — Les peines disciplinaires prononcées en vertu du présent arrêté ne feront, en aucun cas, obstacle aux poursuites devant les tribunaux de répression, s'il y a lieu.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES.

Art. 22. — Les registres prévus aux articles 13 et 14 devront être régulièrement tenus par les défenseurs à compter du 1^{er} octobre 1926.

Art. 23. — Le présent arrêté, provisoirement exécutoire, sera soumis à l'approbation de M. le Ministre des colonies.

Art. 24. — Sont abrogés tous règlements antérieurs concernant l'institution et l'organisation des défenseurs.

Art. 25. — Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 avril 1926.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service Judiciaire,

MENEAULT.

ARRÊTÉ organisant le transport des correspondances par le Service aérien San Francisco-Cheyenne-Chicago-New-York et fixant les surtaxes qui y sont applicables.

(Du 19 avril 1926.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu la convention postale Universelle signée à Stockholm le 28 août 1924 (article 38) ;

Vu la lettre du Directeur Général des Postes des Etats-Unis d'Amérique N° 43.404 du 26 Septembre 1925 ;

Vu à titre documentaire, le décret du 28 janvier 1925 fixant dans la Métropole les surtaxes applicables aux correspondances à acheminer par la ligne aérienne New-York - Chicago - Cheyenne - San-Francisco ;

Sur la proposition du Chef du Service des Postes et l'avis conforme du Secrétaire Général ;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 4 décembre 1925 ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} — Les correspondances ordinaires et recommandées de toutes catégories à l'exception des envois contre-remboursement et des recouvrements sont admises au transport aérien sur la ligne de San Francisco-Cheyenne-Chicago-New-York.

Art. 2 — La ligne aérienne visée à l'article 1^{er} est divisée en trois zones ;

1^{re} zone : San Francisco-Cheyenne avec escales à Reno, Elko, Salt Lake City, Rock Springs ;

2^{me} zone : Cheyenne-Chicago avec escales à North Platte, Omaha, des Moines, Iowa City ;

3^{me} zone : Chicago-New-York avec escales à Bryan, Cleveland, Belle Fonte,

Art. 3. — Les surtaxes applicables aux correspondances à acheminer par la voie aérienne San Francisco-Cheyenne-Chicago-New-York sont fixées comme suit ; en sus de l'ordinaire :

- 1° — 2 francs (deux francs) par 20 grammes ou fraction de 20 grammes d'excédent pour le parcours de San Francisco à Cheyenne ou à toute escale intermédiaire entre San Francisco à Cheyenne.
- 2° — 4 francs (quatre francs) par 20 grammes ou fraction de 20 grammes d'excédent pour le parcours de San Francisco à Chicago ou à toute escale intermédiaire entre Cheyenne et Chicago.
- 3° — 6 francs (six francs) par 20 grammes ou fraction de 20 grammes d'excédent pour le parcours de San Francisco à New-York ou à toute escale intermédiaire entre Chicago et New-York.
- 4° — 2 francs, 50 (deux francs cinquante) par 20 grammes ou fraction de 20 grammes d'excédent en sus de la surtaxe visée au paragraphe n° 3 précédent pour l'utilisation du Service aérien de nuit sur le parcours de Chicago à New-York ou pour toute escale intermédiaire de ce service.

Art. 4 — Les surtaxes visées à l'art. 3 seront valables tant que le cours commercial du dollar américain sur la place de Papeete ne dépassera pas 28 frs. (Vingt-huit francs). Au dessus de ce dernier cours elles seront majorées respectivement de 0 fr. 05; 0 fr. 10; 0 fr. 15; 0 fr. 25; par franc ou par fraction de franc d'augmentation de la valeur du dollar en sus de 28 francs.

Le cours du dollars visé sera la moyenne de ceux pratiqués dans la semaine précédant l'arrivée du courrier venant de San Francisco.

Il sera valable pendant quatre semaines.

Art. 5 — Les surtaxes visées aux articles 3 et 4 ainsi que l'affranchissement ordinaire des correspondances sont obligatoirement acquittées au moment du dépôt des objets.

Art. 6 — Les bonifications dues à l'office américain pour l'acheminement des correspondances par le service aérien San Francisco-Cheyenne-Chicago-New-York seront liquidées dans la forme réglementaire.

Elles seront prélevées sur le chapitre 10, art. 1, paragraphe 5 du Budget : "Dépenses des exploitations industrielles".

Art. 9. — Le Secrétaire Général du Gouvernement et le Chef du Service des Postes et télégraphes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 avril 1926.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
SOLARI.

Le Chef du Service des
Postes et Télégraphes,
BRAOUE.

Approuvé par dépêche ministérielle n° 1120, du 1^{er} mars 1926.

ARRÊTÉ rapportant celui du 22 décembre 1922 et modifiant l'article 10 de l'arrêté du 6 novembre 1912 (vaccination antivaricelle).

(Du 26 avril 1926.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1912 relatif à la vaccination antivaricelle;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1922 modifiant l'article 10 de l'arrêté du 6 novembre 1912 précité;

Vu le rapport en date du 17 avril 1926 du Chef du Service de Santé;

Sur la proposition du Chef du Service de Santé,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'arrêté du 22 décembre 1922 susvisé est rapporté et remplacé par les dispositions suivantes :

« L'article 10 de l'arrêté du 6 novembre 1912 est modifié ainsi qu'il suit :

« En cas d'épidémie de variole dans les pays de provenance
« d'un navire arrivant dans la Colonie ou à bord de ce navire pendant la traversée, tout immigrant débarquant dans la Colonie
« devra, s'il ne fournit un certificat de vaccination de moins de
« six mois de date ou s'il ne présente des traces visibles de vaccination en évolution, se faire vacciner dans les quarante-huit
« heures de son arrivée et produire aussitôt au Chef du Service de
« Santé le certificat de cette opération ».

Art. 2. — Le Secrétaire Général du Gouvernement et le Chef du Service de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 avril 1926.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
SOLARI.

Le Chef du Service de Santé,
D^r POULIQUEN.

ARRÊTÉ modifiant l'arrêté local du 10 juillet 1925 et déterminant le mode de versement des frais de rapatriement des travailleurs annamites.

(Du 29 avril 1926.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 24 février 1920 réglementant l'Immigration dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté local du 25 avril 1925 réglant la comptabilité du Service de l'Immigration;

Vu l'arrêté local du 10 juillet 1925 fixant les frais de rapatriement des travailleurs annamites arrivés dans la Colonie le 16 juillet 1925 par le vapeur "Saint-François Xavier";

Vu les articles 1, 2 et 3 de l'arrêté local susvisé du 10 juillet 1925, fixant à 1.800 francs par individu les frais de rapatriement des travailleurs annamites, déterminant le mode de versement de ces frais par les engagistes et la tenue du compte de chacun des intéressés;

Vu la demande formulée par le Président de la Chambre d'Agriculture, tendant à obtenir l'autorisation pour les employeurs d'effectuer à la Caisse Agricole, le versement des frais de rapatriement de leurs engagés;

Sur la proposition du Secrétaire Général du Gouvernement;
Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les frais de rapatriement des travailleurs annamites, fixés à 1.800 francs par individu suivant les dispositions de

l'article 1^{er} de l'arrêté local du 10 juillet 1925 seront versés par les engagistes exploitant des propriétés ou des industries agricoles, à compter du 2^{me} trimestre 1926, entre les mains du Caissier de la Caisse Agricole.

Art. 2. — Les engagistes en effectueront le versement par fractions à raison de 90 francs par trimestre.

Art. 3. — Les états nominatifs concernant cette nature de recette continueront à être établis, en double expédition à Tahiti, par le Comptable de l'Immigration, dans les archipels par les Agents spéciaux, Syndics de l'Immigration et visés par le Chef du Bureau des Finances et par le Secrétaire Général, Commissaire de l'Immigration.

Les deux expéditions des états nominatifs ci-dessus mentionnés seront transmises sans délai au Caissier de la Caisse Agricole. Ces états seront au préalable, transcrits sur les contrôles du comptable de l'Immigration et un exemplaire de chacun de ces états, portant la mention des recouvrements effectués, certifié et signé du Caissier de la Caisse Agricole lui sera renvoyé le 10 de chaque mois commençant le trimestre suivant.

Avec l'aide de ces documents, le Comptable de l'Immigration pourra exercer une surveillance efficace sur la rentrée des frais de rapatriement et devra renseigner, sans qu'il en soit requis, le Secrétaire Général, Commissaire de l'Immigration sur le compte de versement de chaque engagé.

Art. 4. — Les recettes opérées, au titre des frais de rapatriement, par le Caissier de la Caisse Agricole, donneront lieu à la délivrance d'une quittance détachée d'un registre à souche spécial coté et paraphé par le Secrétaire Général, Commissaire de l'Immigration. Ce registre ne pourra être utilisé que pour la constatation des opérations effectuées pour le compte " Immigration ".

Art. 5. — Les versements des frais de rapatriement faits par les engagistes à la Caisse Agricole seront productifs d'intérêts à leur profit respectif et feront partie des dépôts de la cinquième catégorie avec intérêts à 5 % fixés par l'article 20 de l'arrêté local du 24 octobre 1924 portant réorganisation de la Caisse Agricole.

Art. 6. — A l'expiration du délai de cinq ans accordé aux engagistes pour se libérer des frais de rapatriement de leurs engagés, le caissier de la Caisse Agricole, après contrôle de tous les comptes par le Service de l'Immigration et le Bureau des Finances, versera au Trésor, sur ordre de recette toutes les sommes qu'il aura encaissées. Ces sommes seront prises en charge dans les écritures du Trésorier Payeur et incorporées dans les recettes du Service Local au compte " Recettes du Service de l'Immigration " Chapitre 4.

Art. 7. — Les sommes acquises seront versées aux intéressés pour le cas où ils seraient autorisés à demeurer dans la Colonie à l'expiration de leur contrat d'engagement; en cas de décès, elles seront acquises à leurs ayants droit.

Art. 8. — Le Secrétaire Général du Gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 avril 1926.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
SOLARI.

ARRÊTÉ portant modification de l'art. 20 de l'arrêté du 4 octobre 1913, portant organisation et fonctionnement du Service Topographique.

(Du 29 avril 1926.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1913, portant organisation et fonctionnement du Service Topographique, notamment l'article 20, fixant le montant des droits à percevoir pour la remise des copies de plans des procès-verbaux de bornage et des extraits du registre matrice;

Vu l'arrêté du 11 mars 1924, portant modification de l'art. 20 de l'arrêté du 4 octobre 1913, portant organisation et fonctionnement du Service Topographique;

Considérant que les matières premières (papier, carton, etc.), nécessaires à la délivrance des plans parcellaires et de procès-verbaux de bornage ont décuplé de valeur depuis la date de l'arrêté fixant le prix de leur délivrance;

Qu'en conséquence, il y a lieu de réviser le tarif prévu à l'article 20 de l'arrêté du 4 octobre 1913, tarif déjà modifié par l'arrêté du 11 mars 1924;

Vu l'avis du Chef du Service Topographique;

Sur le rapport du Secrétaire Général du Gouvernement;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'article 20 de l'arrêté du 4 octobre 1913 est modifié ainsi qu'il suit :

La remise des pièces sera faite après paiement des droits suivants :

1 ^o Chaque extrait du registre-matrice avec maximum de 10 lignes.....	10 fr.
2 ^o Chaque copie de procès-verbal de bornage.....	15 fr.
3 ^o Chaque copie de plan parcellaire :	
Pour une parcelle de moins de 2 hectares.....	40 fr.
Pour une parcelle de 2 à 5 hectares.....	80 fr.
— de 5 à 10 hectares.....	120 fr.
— de 10 à 20 hectares.....	200 fr.
— de 20 à 40 hectares.....	300 fr.
— au-dessus de 40 hectares.....	500 fr.

Art. 2. — Le Secrétaire Général du Gouvernement et le Chef du Service Topographique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 avril 1926.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général, Le Chef du Service Topographique,
SOLARI. E. PHILIPPONNET.

EXTRAITS

Actes du Gouvernement local.

Par décision du Gouverneur, n° 178, en date du 15 avril 1926, il est créé à la place de l'ancien district de Tumaraa deux districts distincts : Vaiaau et Fetuna.

Le sieur Teriitetoofa a Mohi, remplira les fonctions de Chef à Vaiaau et exercera en même temps dans ce district les fonctions de courrier-piéton en remplacement du sieur Enohe a Toofa démissionnaire.

Le sieur Tehoa a Tu, est nommé Chef de 2^{me} classe à Fetuna et exercera en même temps dans ce district les fonctions de courrier-piéton en remplacement de M. Taaroarii a Taratua, précédemment révoqué.

Par décision du Gouverneur, n° 179, en date du 16 avril 1926, le sieur Toohiu a Teriitemoehaa, est nommé mutoi de 2^e classe et courrier-piéton à Opoa, en remplacement numérique du sieur Faa-rere a Tamu, mutoi de Niua (poste supprimé).

Par décision du Gouverneur, n° 180, en date du 16 avril 1926, le sieur Faarere a Tamu, mutoi de Niua, est nommé Chef de 1^{re} classe dans ce district, en remplacement du sieur Utarii a Utarii, dont la démission est acceptée.

Le sieur Faarere a Tamu, continuera à exercer les fonctions de courrier-piéton à Niua.

Par décision du Gouverneur, n° 181, en date du 16 avril 1926, le sieur Taaroarii a Taratua, mutoi à Tumaraa, est révoqué à compter du 1^{er} janvier 1926, date à laquelle il a effectivement cessé de remplir ses fonctions.

Par décision du Gouverneur n° 186, en date du 20 avril 1926, le nommé Cardon (Robert), détenu à la prison coloniale de Papeete, condamné par jugement du Tribunal de 1^{re} instance de Papeete, jugeant en matière correctionnelle, le 23 octobre 1925 à un an de prison et 200 francs d'amende pour coups et blessures par application de l'article 311 du code pénal est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle.

Par décision du Gouverneur, n° 190, en date du 24 avril 1926, un congé de convalescence de 3 mois à passer dans la colonie, est accordé à M^{me} Sanquer, Institutrice du cadre local.

Par décision du Gouverneur, n° 192, en date du 27 avril 1926, une permission d'absence de trente jours à jouir dans la Colonie, est accordée, pour compter du 26 avril 1926, à M^{lle} Malardé (Marie), Dame employée de 3^{me} classe des Postes et Télégraphes.

Par décision du Gouverneur, n° 193, en date du 28 avril 1926, une Commission composée de :

MM. Faugerat, Membre du Conseil d'Administration, *Président* ;
le Trésorier-Payeur ou son délégué, *Membre* ;
Vital, Chef du Bureau des finances, *Membre*.

se réunira sur la convocation de son Président, à l'effet de procéder à la vérification du compte de gestion de M. H. Villierme, Secrétaire-Trésorier de la Caisse Agricole pour l'année 1925.

Par décision du Gouverneur, n° 195, en date du 29 avril 1926, le 9 mai 1926 à l'occasion de la Fête Nationale de Jeanne d'Arc, les navires sur rade et quai seront pavés de 8 heures du matin au coucher du soleil.

Les couleurs nationales seront arborées sur les édifices publics. Les habitants sont invités à paviser leurs maisons.

Par décision du Gouverneur, n° 196, en date du 29 avril 1926, la démission offerte par M. Teissier (Raoul), de son emploi d'Ouvrier de 4^{me} classe de l'Imprimerie du Gouvernement est acceptée pour compter du 24 avril 1926, date à laquelle il a quitté le service.

Archipels.

Par décision du Gouverneur, n° 18, en date du 1^{er} mars 1926, la démission offerte par M. Lacharme, de ses emplois de Chef d'Hi-va-Oa et de Ministère public est acceptée.

Les fonctions d'huissier seront remplies provisoirement par M. Granier, Agent spécial à Atuona, en attendant l'arrivée du titulaire.

Par décision du Gouverneur, n° 27, en date du 27 avril 1926, la commission chargée de procéder à l'évaluation de la valeur locative de la propriété bâtie, pour la période triennale 1926-1928, sera ainsi qu'il suit nominativement composée pour l'archipel des Gambier.

1^o District de Rikitea.

MM. Vacherat (Pierre), Agent spécial, *Président* ;
Aukara (François), Chef de district, *Membre* ;
Schmidt (Henri), propriétaire, *Membre* ;

2^o District de Taka.

MM. Vacherat (Pierre), Agent spécial, *Président* ;
Magaiu Aratore, Chef de district, *Membre* ;
Mamaui (Arthur), propriétaire, *Membre*.

3^o District de Akamaru.

MM. Vacherat (Pierre), Chef de district, *Président* ;
Matemoko Akakio, Chef de district, *Membre* ;
Vovovai, Eneriko, propriétaire, *Membre*.

4^o District de Taravaï.

MM. Vacherat (Pierre), Agent spécial, *Président* ;
Tematagipere Ena, Chef de district, *Membre* ;
Tepua Aregatero, propriétaire, *Membre*.

Cette commission se réunira sur la convocation de son Président.

SERVICE TOPOGRAPHIQUE

A V I S

Les opérations de bornage concernant les limites de la terre "Taone III", propriétaire M. Rougier, et de la terre "Tehoehe", propriétaire M. Perry Peni ayant été faites en l'absence de M. Perry Peni, le plan n° 3 (Taone III) restera déposé pendant une durée de 6 mois à la Chefferie du district de Pare, du 1^{er} mai au 1^{er} novembre 1926, conformément aux prescriptions de l'arrêté du 4 octobre 1913, articles 4, 5, 6 et 7.

MESSAGERIES MARITIMES

Avis.

Par suite de la suppression d'un voyage (départ de Marseille du 20 juillet 1926) les modifications suivantes ont été apportées à l'horaire de la ligne :

	ANTINOUS	LOUQSOR
Départ de Dunkerque	9 mai 1926	3 août 1926.
Départ de Marseille	5 juin —	31 août —

PARTIE NON OFFICIELLE

BANQUE DE L'INDO-CHINE

SUCCURSALE DE PAPEETE

Situation au 31 mars 1926.

ACTIF

Numéraire en caisse.....	1.391.557 90
Dépôt au Trésor à Paris en garantie de la circulation.....	7.646.000 »
Portefeuille et avances. { Effets escomptés.....	2.999.287 62
{ Effets à encaisser.....	5.442.688 65
{ Avances diverses.....	10.416.784 »
Administration centrale et correspondants.....	18.236.273 39
Comptes d'ordre et divers.....	6.072.344 61
	<u>52.204.933 37</u>

PASSIF

Billets de banque au porteur en circulation.....	28.241.695 »
Comptes courants et de dépôts.....	3.235.045 38
Effets à payer.....	26.163 30
Comptes d'encaissement.....	5.293.670 46
Administration centrale et correspondants.....	10.881.622 83
Comptes d'ordre et divers.....	4.526.736 38
	<u>52.204.933 37</u>

Papeete, le 31 mars 1926.

Le Directeur,

G. DUCHATEAU.

ANNONCES JUDICIAIRES

Insertion faite en exécution de l'article 32 du décret du 28 novembre 1866.

Le Greffier des Tribunaux de Papeete (île Tahiti) informe M. VARUATOOF A PUNUA A HOPUE, sans domicile ni résidence connus, que M. le Président a fixé au 29 juin 1926, à 8 heures l'audience à laquelle sera appelé le procès pendant entre lui et les époux RAUFAKIA OTARE, au sujet de demande en partage de terres sises à Arue.

En conséquence, M. Varuatoofa a Punua a Hopue, est invité à fournir ses moyens dans les délais de la loi, et à se présenter à l'audience aux jour et heure indiqués, s'il ne veut se voir juger par défaut.

Le Greffier,
G. DUBOUCH.

Insertion faite en exécution de l'article 32 du décret du 28 novembre 1866.

Le Greffier des Tribunaux de Papeete (île Tahiti) informe M. DANES, sans domicile ni résidence connus, que M. le Président a fixé au 18 mai 1926, à 8 heures l'audience à laquelle sera appelé le procès pendant entre lui et M. Davio et la Compagnie Navale de l'Océanie au sujet de reprise d'instance après expertise.

En conséquence, M. DANES, est invité à fournir ses moyens dans les délais de la loi, et à se présenter à l'audience aux jour et heure indiqués, s'il veut se voir juger par défaut.

Le Greffier,
G. DUBOUCH.

Etude de M^e L. SIGOGNE, Défenseur à Papeete.

A VENDRE PAR LICITATION

Le Mardi 18 mai 1926, à huit heures du matin, à l'audience des criées du Tribunal Civil de Première instance de Papeete, séant au Palais de Justice à Papeete, au plus offrant et dernier enchérisseur des immeubles ci-après désignés.

Aux requêtes, poursuites et diligences de :

1^o M. Neri a Ganahoa, propriétaire demeurant à Papeete, agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de tuteur datif des mineurs Tutana, Viriamu, Taumata et Tepuava issus du mariage de son fils Tepuava avec la dame Teriéhina a Tauraa.

2^o M^{me} Teipo a Ganahoa, épouse Tahua Richmond, demeurant à Arutua, Tuamotu.

3^o M. Tahua Richmond, pris pour l'assistance et l'autorisation maritale demeurant à Orofara.

4^o M. Patoarii a Ganahoa, cultivateur demeurant à Arutua.

5^o M^{me} Faairi a Ganahoa, épouse Mamaeau a Taaroo.

6^o M. Mamaeau a Taaroo, pris pour l'assistance et l'autorisation maritale, demeurant ensemble à Arutua.

7^o M. Mahuru a Tahiri, propriétaire demeurant à Arutua.

Pour lesquels domicile est élu à Papeete, en l'Etude de M^e L. SIGOGNE, Défenseur.

Contre :

1^o M. Pahenua a Tahiri, propriétaire demeurant à Kaukura pris tant en son nom personnel qu'en sa qualité de tuteur *ad hoc* de ses frère et sœur Ihi et Moe.

2^o M. Tu a Ereataro, cultivateur demeurant à Arutua.

Ayant domicile élu en l'Etude de M^e L. BRAULT, Défenseur.

3^o M. Tahauri a Tahiri, cultivateur demeurant à Makemo.

En exécution d'un jugement rendu contradictoirement entre les parties, le 10 novembre 1925, par le Tribunal Civil de Première instance de Papeete, enregistré et signifié.

Désignation des immeubles :

Premier lot. — Droits indivis de 1/19^e sur la terre "Tetaraire", sise au district d'Apataki, île Arutua. Cette terre d'une superficie de 18 hectares, 38 ares, 4 centiares est bornée du côté de la mer par la terre Rautini, à l'est où elle mesure 636 mètres, du côté de l'intérieur par le récif où elle mesure 636 mètres, du côté du Nord par la terre Teumupuaa où elle mesure 289 mètres et du côté du Sud par la terre Revareva où elle mesure 289 mètres.

Deuxième lot. — Droits indivis de 1/16^e sur la terre "Revareva", sise au district d'Apataki, île Arutua. Cette terre d'une superficie de 12 hectares 39 ares 81 centiares est bornée du côté du lagon par la terre Rautini où elle mesure 424 mètres, du côté de l'intérieur par le récif où elle mesure 424 mètres, du côté de l'est par la terre Tetaraire où elle mesure 289 mètres.

Troisième lot. — Droits indivis de 1/15^e sur la terre "Motutae", sise au district d'Apataki, île Arutua. Cette terre d'une superficie de 18 hectares, 9 ares, 8 centiares est bornée du côté de la mer par le lagon au sud où elle mesure 364 mètres, du côté de l'intérieur par la terre Tekaiakaki, où elle mesure 364 mètres, du côté du district d'Apataki par la terre Kopararoa où elle mesure 497 mètres et du côté de l'ouest par la terre Niuhara où elle mesure 497 mètres.

Quatrième lot. — Droits indivis de 1/16^e sur la terre "Teaiahai", sise au district d'Apataki, île Arutua. Cette terre d'une superficie de 18 hectares, 9 ares, 8 centiares est bornée du côté de la mer par la terre Motutae, où elle mesure 364 mètres, du

côté de l'intérieur par le récif où elle mesure 364 mètres, du côté de l'est, elle mesure 497 mètres et du côté de l'ouest par la terre Nuihara où elle mesure 497 mètres.

Cinquième lot. — La terre "Tepaheno", sise au district de Niau. Cette terre est bornée, savoir : du côté de la mer par la terre Tepaheno, du côté de l'intérieur par les terres Totarateori et Tematavao, du côté du district de Niau par la terre Tepaheno, du côté du nord par la terre Tepaheno.

Sixième lot. — Les droits de $1/6^e$ sur les terres "Tetirere et Otarana", sises à Arutua, district d'Apataki, elles sont bornées : du côté de la mer par la mer intérieure, au sud ; du côté de l'intérieur par le récif ; du côté du district d'Apataki par la terre Aieroa ; du côté de l'Ouest par la terre Teopara.

Septième lot. — Les droits de $1/2$ sur la terre "Teuparapara", sise au district d'Apataki. Cette terre est bornée, savoir : du côté de la mer par la mer intérieure à l'ouest ; de côté de l'intérieur par le récif ; du côté du nord par la terre Oaiaï ; du côté du sud par la terre Motuiore.

Huitième lot. — Les droits indivis de $1/2$ sur la terre "Taa-parore", sise à Arutua, district d'Apataki. Cette terre est bornée, savoir : du côté de la mer, par la mer intérieure à l'ouest ; du côté de l'intérieur par le récif ; du côté du nord par la terre Omeroa ; du côté du sud par la terre Tureiputa.

Neuvième lot. — La terre "Omahana", sise à Arutua, bornée du côté de la mer par la mer intérieure ; du côté du district d'Apataki par la terre Farite.

Dixième lot. — Les droits indivis de $1/3$ sur la terre "Ahae", sise au district d'Apataki. Cette terre est bornée du côté de la mer par la mer intérieure ; du côté de l'intérieur par le récif ; du côté de l'Est par la terre Nihiteua ; du côté de l'ouest par la terre Tenohoranue.

Onzième lot. — Les droits indivis de $1/9^e$ sur la terre "Teu-muaa", sise à Arutua. Cette terre est bornée : du côté de la mer par la mer intérieure ; du côté de l'intérieur par le récif ; du côté du nord par la terre Tetoia ; du côté du sud par la terre Tetairere.

Douzième lot. — Les droits indivis de $1/18^e$ sur la terre "Kopararoa", sise à Apataki et bornée : du côté de la mer par le lagon ; du côté de l'intérieur par le récif ; du côté du district de Rautiaï par la terre Kurutukia ; du côté de l'ouest par la terre Motutae.

Treizième lot. — Les droits indivis de $1/2$ sur la terre "Tiamano", sise à Apataki. Cette terre est bornée : du côté de la mer par la terre Tiamano ; du côté de l'intérieur par le récif ; du côté du district d'Apataki par la terre Tiamano ; du côté du nord par la terre Tiamano.

Quatorzième lot. — Les droits indivis de $1/3^e$ sur la terre "Motuaveu", sise au district d'Apataki. Cette terre est bornée : du côté de la mer par la mer au sud du lagon ; du côté de l'intérieur par le récif au nord ; du côté du district de Apataki par la terre Tupanui ; du côté de l'ouest par la terre Ovirai.

Quinzième lot. — Les droits indivis de $1/6^e$ sur la terre "Pahava 1", à Arutua. Cette terre est bornée : du côté de la mer par la mer intérieure ; du côté de l'intérieur par la terre Pahava 2 ; du côté du nord par la terre Tauraaotaha ; du côté du sud par la terre Nohotini.

Seizième lot. — Les droits indivis de $1/2$ sur la terre "Tupanui 2", sise à Arutua, bornée du côté de la mer par le mer du côté de l'intérieur par le récif ; du côté de l'Est par la terre Tupanui ; du côté de l'ouest par la terre Tupanui 1.

Dix-septième lot. — Les droits indivis de $1/2$ sur la terre "Tauraaotaha", sise à Arutua. Cette terre est bornée : du côté de la mer par la terre Tauraaotaha ; du côté de l'intérieur par la terre Faravitia ; du côté du nord par les terres Matairaapipi 1 et 2 ; du côté du sud par les terres Pahava 1 et 2.

Dix-huitième lot. — Les droits indivis de $1/5^e$ sur la terre "Oihi-Tehunaarava", sise au district de Apataki, cette terre est bornée du côté de la mer par la mer intérieure ; du côté de l'intérieur par le récif ; du côté du district d'Apataki par la terre Motuaveu ; du côté de l'Ouest par la terre Teuruhaari.

Dix-neuvième lot. — Les droits indivis de $1/3$ sur la terre "Pahava 2", sise au district d'Apataki et bornée du côté de la mer par la terre Pahava ; du côté de l'intérieur par la terre Te-paraha ; du côté du nord par la terre Tauraaotaha 1 et 2 ; du côté du sud par la terre Nohotini.

Vingtième lot. — Les droits indivis de $1/2$ sur la terre "Mutuoio", sise à Arutua — Apataki, bornée du côté de la mer par la mer intérieure ; du côté de l'intérieur par la terre Nuumanu ; du côté de l'est par la terre Maruroa ; du côté de l'ouest par la terre Farite.

Vingt-unième lot. — La terre "Otimu", sise au district d'Apataki. Cette terre est bornée : du côté de la mer par la mer intérieure au sud ; du côté de l'intérieur par le récif ; par la terre Rāmahu.

Vingt-deuxième lot. — Les droits indivis de $1/14^e$ sur les deux lagons "Teaupeia-Patuare", sis au district d'Apataki et bornés du côté du sud par les terres Kokakoka et Tamaro ; du côté du nord par les terres Tiamano et Oparari ; du côté de l'est par les terres Tamaro et Oparari ; du côté du district de Apataki par les terres Kokakoka et Tiamano.

Vingt-troisième lot. — Les droits indivis de $1/8^e$ sur les terres "Maruhiri, Fauura, Arara, Teruatavae, Navaihi, Teai, Vaiohua, Tapuna, Aarbinoa, Noboraa, Feefee, Fareura", sises au district d'Apataki.

Ces terres sont bornées : du côté de la mer par la mer du lagon ; du côté de l'intérieur par le récif ; du côté du nord par la terre Mauore ; du côté du sud par la terre Agaku.

Vingt-quatrième lot. — Les droits indivis de $1/3$ sur la terre "Farepara", sise à Apataki. Cette terre est bornée du côté de la mer par la mer intérieure ; du côté de l'intérieur par le récif ; du côté de l'est par la terre Aiepoia ; du côté de l'ouest par la terre Taahoa.

Vingt-cinquième lot. — Les droits indivis de $1/7^e$ sur les terres "Tuamuna et Maruroa", sises au district de Apataki. Ces terres sont bornées : du côté de la mer, par la mer intérieure ; du côté de l'intérieur par le récif ; du côté du nord par la terre Motutae ; du côté du sud par la terre Motuvia.

Vingt-sixième lot. — Les droits indivis de $1/4$ sur la terre "Putehue", sise à Apataki et bornée : du côté de la mer par la mer intérieure ; du côté de l'intérieur par le récif ; du côté du district de Apataki par la terre Aahuru ; du côté de l'ouest par la terre Ohavana.

Vingt-septième lot. — Les droits indivis de $1/3$ sur la terre "Nuumanu", sise à Arutua. Apataki et bornée du côté de la mer par la mer intérieure ; du côté de l'intérieur par le récif ; du côté de la coupure du récif par la terre Nuihara ; du côté de la coupure du récif par la terre Ofama.

Vingt-huitième lot. — Les droits indivis de $1/10^e$ sur la terre "Pitoroa", sise à Arutua, Apataki, bornée du côté de la mer par la mer intérieure à l'ouest ; du côté de l'intérieur par le récif à l'est ; du côté du nord par la terre Puraran ; du côté du sud par la terre Punia.

Vingt-neuvième lot. — Les droits indivis de $1/5^e$ sur les terres "Tepurahui et Matarefa", sises à Apataki, bornées du côté de la mer par la mer intérieure ; du côté de l'intérieur par le récif ; du côté de l'est par la terre Teaoa ; du côté de l'ouest par la terre Tupanui.

Le cahier des charges dressé pour parvenir à cette vente a été déposé au greffe du Tribunal de Première instance de Papeete le six janvier mil neuf cent vingt-six.

Les mises à prix ont été fixées par le jugement précité du 10 novembre 1923, ainsi qu'il suit :

1 ^{er} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
2 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
3 ^{me} Lot : — Cinq cents francs, ci.	500 fr.
4 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
5 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
6 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
7 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
8 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
9 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
10 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
11 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
12 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
13 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
14 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
15 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
16 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
17 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
18 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
19 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
20 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
21 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
22 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
23 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
24 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
25 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
26 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
27 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
28 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.
29 ^{me} Lot : — Cinquante francs, ci.	50 fr.

Fait et rédigé par M^e L. SIGOGNE, Défenseur poursuivant à Papeete, le 11 janvier 1926.

M^e L. SIGOGNE, Défenseur.

Etude de M^e L. SIGOGNE, Défenseur à Papeete.

VENTE

sur folle enchère après licitation.

Il sera procédé le **Mardi 18 mai 1926**, à huit heures en l'audience des criées du Tribunal de Première instance de Papeete, séant au Palais de Justice à Papeete.

En vertu : 1° de l'article 733 du Code de procédure civile ; 2° de l'article douze du cahier des charges du jugement d'adjudication dont il sera ci-après parlé, et faite par M^{me} Veuve John BRANDER, es-qualités d'avoir payé les prix des lots à elle adjugés à l'audience des criées du 26 juin 1923, ensemble les intérêts de ces prix ; les dits prix d'adjudication signifiés aux adjudicataires avec commandement de payer par exploit de M^e Assaud, Pierre, en date du premier février 1926, enregistré.

Et aux requête, poursuite et diligence de :

M^e L. SIGOGNE, Défenseur, demeurant à Papeete, agissant en sa qualité de mandataire judiciaire de :

1° M. Ariiane, Tevahituaipatea, Temaumauarii POMARE, propriétaire, demeurant à Papeete.

2° M^{me} Teriitehamaitua, Tetuanui, Moearu POMARE, épouse de M. William Cowan, demeurant à Papeete.

3° M. W. COWAN, agissant pour l'assistance et l'autorisation maritime.

4° M. Ariipaea POMARE, demeurant à Papeete.

5° M. Teuraitera SALMON, agissant tant en son nom personnel qu'au nom et comme tuteur datif de Tuterai Taaroarii Alexandre SALMON, son neveu mineur et comme tuteur légal de M. Taaroa Temanaha Eric Salmon son fils mineur, propriétaire, demeurant à Papeete.

6° M^{me} Teura BRANDER, veuve de M. John Brander, demeurant à Taaone, district de Pirae, agissant comme tutrice naturelle et légale de ses trois enfants mineurs Norman Tamatoa Brander, Noeline Teurarii Titaua Brander et Marian Pura Brander.

7° M^{me} Marautaroa Iohanna SALMON, propriétaire, demeurant à Papeete.

8° La princesse Teriinuotahiti POMARE, propriétaire, demeurant à Papeete.

9° La princesse Ariimanihini POMARE, agissant tant en son nom personnel que comme curatrice de M^{lle} Tevahineairarotua Pomatea Salmon, mineure émancipée, demeurant à Papeete.

10° M. Paraita TEHANAI, propriétaire, demeurant à Arue.

11° M^{lle} Tevahineairarotua Pomatea SALMON, mineure émancipée, demeurant à Papeete.

12° M. Albert ATGER, mécanicien, agissant tant en son nom personnel que comme tuteur datif de M^{lle} Haamoe Atger et comme subrogé-tuteur du mineur Auguste Atger, demeurant à Fautaua.

13° M^{me} Tetuareia TAURUA, agissant comme tutrice naturelle et légale de son fils mineur Auguste Teututemanuaitahi Teuimaitua Atger demeurant à Papeete.

14° M. Ernest Atger, agissant tant en son nom personnel que comme tuteur datif des mineurs Jules, Henri Atger, Henriette Atger et Louise Atger demeurant à Papenoo.

15° M^{me} Lydie ATGER, épouse Eugène Deniau avec lequel elle demeure à Lammery (Eure-et-Loire) ayant pour mandataire à Tahiti M. Albert Atger, demeurant à Fautaua.

16° M. Eugène DENIAU, agissant pour l'assistance et l'autorisation maritime, demeurant à Lammery, ayant pour mandataire à Tahiti M. Albert Atger, demeurant à Fautaua.

En présence ou eux dûment appelés de :

1° M^{me} Teura BRANDER, propriétaire, demeurant à Taaone, district de Pirae.

Fol enchérisseur.

A la vente sur folle enchère au plus offrant et dernier enchérisseur des immeubles dont la désignation suit :

Premier lot.

Terre "TEVAIROA", entière, sise au district de Nunue, île Borabora.

Bornée à la revendication : 1° à l'est, par la mer sur 533 mètres ; 2° au nord par la terre Farapu où elle mesure 150 mètres ; 3° à l'ouest par la terre Otuohu où elle mesure 330 mètres ; 4° au sud par la terre Otuohue où elle mesure 366 mètres. — Cultures 1.615 cocotiers en rapport, 1.563 jeunes cocotiers.

Ce lot dont la mise à prix était de quatre mille francs avait été adjugé à M^{me} Veuve John Brander pour 9.000 francs.

Quatrième lot.

Droits de moitié dans l'îlot "AHUNA", île Borabora.

Située à gauche de la passe en entrant, cette terre est bornée : par la mer sur 424 mètres ; à l'ouest par la mer sur 349 mètres ; au nord par la mer sur 80 mètres ; au sud par la mer sur 231 mètres. — Culture : 540 cocotiers en rapport.

Ce lot dont la mise à prix était de sept cent cinquante francs avait été adjugé à M^{me} Veuve John Brander pour deux mille cinq cents francs.

Mises à prix.

Ladite revente sur folle enchère se fera aux clauses et conditions insérées au Cahier des charges déposé pour parvenir à l'adjudication au Greffe du Tribunal Civil de Papeete et en outre à la charge des frais de folle enchère et sur les mises à prix suivantes :

1^{er} Lot. — Quatre mille francs, ci. 4.000 »
4^{me} Lot. — Sept cent cinquante francs, ci. 750 »

Fait et rédigé par M^e L. SIGOGNE, Défenseur poursuivant à Papeete, le 4 mars 1926.

L. SIGOGNE, Défenseur.

ANNONCES DIVERSES

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Service entre New-York-Plymouth-le Havre, en moins de 6 jours par les superbes paquebots "Paris" et "France" 1^{re}, 2^{me}, 3^{me} classe, dont le confort, la cuisine et la rapidité ne sont plus à vanter.

Service direct de New-York-le Havre par le nouveau "De Grasse" paquebot de 17.000 tonnes, à une seule classe de passagers, et marchant au mazout. L'on trouve à bord, salon de musique, salon de lecture, fumoir, gymnase, salle de jeux pour enfants, etc.

Service New-York-Vigo-Bordeaux.
par navires rapides possédant tout le confort moderne.

Les passagers de la Compagnie Générale Transatlantique, trouveront à leur arrivée à San-Francisco, un employé de la Compagnie, qui se chargera des bagages, de l'hôtel, billets de chemin de fer etc.

Pour tous renseignements s'adresser à M. RENÉ SOLARI, Rue de Rivoli. Représentant de la Compagnie Générale Transatlantique pour les Établissements Français de l'Océanie.

BATAVIA SEA AND FIRE INSURANCE Co., LTD.

Entreprend toutes classes d'Assurances
(Sauf sur la vie).

Incendie, Maritime, Automobiles, Accidents
de personnes, etc.
Taux modérés.

Pour tous renseignements s'adresser au Directeur
à Papeete, (Tahiti).

AVIS

Pendant l'absence du Docteur CASSIAU, ses créanciers et débiteurs sont priés de s'adresser à M. HENRI VILLIERME, Secrétaire-Trésorier de la Caisse Agricole.

LA MUTUELLE ROUENNAISE

Entreprise privée assujettie au Contrôle de l'Etat

Fondée en 1909.

Capitaux en cours : 120 millions.

Réserves mathématiques : 13 millions.

CONSTITUTION D'UN CAPITAL

de 1.000 à 25.000 francs

en 15 ans au maximum

avec tirages mensuels garantis

Pour tous renseignements s'adresser à

M. Ch. KRESSER.

Agent Général

Pour les Etablissements français de l'Océanie, à Papeete.

A VENDRE 100 Hectares

de terre avec ruisseau.

R. GUÉHO.

Vous trouverez, tous les jours, la documentation photographique la plus complète et la plus variée dans

EXCELSIOR

GRAND ILLUSTRÉ QUOTIDIEN à 25 cent.

Le plus moderne des journaux

	TROIS MOIS	SIX MOIS	UN AN
Abonnements à EXCELSIOR	23 frs	43 frs	80 frs

LA PAGE DE MODES

LA PAGE DE T. S. F.

LA PAGE DES SPORTS

Tous les jours dans

EXCELSIOR

un minimum de 30 photographies sur les derniers événements du monde entier.

Spécimen franco sur demande. — En s'adressant 20, rue d'Enghien, Paris, par mandat ou chèque postal (Compte n° 5970), demander la liste et les spécimens des Primes gratuites fort intéressantes.

FOURNIER-DEMARS

MAISON FONDÉE EN 1832
SES LIQUEURS INCOMPARABLES

SÈVE FOURNIER { A LA FINE
CHAMPAGNE
PRUNELLE FOURNIER { A LA FINE
CHAMPAGNE
TRIPLE-SEC FOURNIER
CHERRY-BRANDY FOURNIER
PEPPERMINT FOURNIER
GUIGNOLET FOURNIER
CRÈME DE CASSIS FOURNIER
CRÈME DE MENTHE FOURNIER
ROYALE FRAISE

SAINT-AMAND (Cher)



**ANIS
BERGER**
MARSEILLE

La sécurité du consommateur exige une marque connue

L'ANIS BERGER
est supérieur à cause du choix des alcools et des plantes rentrant dans sa composition

E^{ts} Claude BERGER et C^{ie} Marseille

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT TABLE ALPHABÉTIQUE DES ACTES

EN VIGUEUR DANS LA COLONIE

Dressée par M. HEIMBURGER, Magistrat.

PRIX RÉDUIT, broché : 5 francs.

CALENDRIER POUR 1926

PRIX : En feuille : 50 centimes.

SÉMAPHORE DE PAPEETE

PRIX : En feuille : 50 centimes.

Conditions de vente du "Journal officiel" au numéro.

Le prix de vente de chaque numéro du *Journal officiel* et de ses suppléments est fixé comme suit :

Jusqu'à 16 pages.....	1 fr
De 17 à 24 pages.....	1 50
De 25 à 32 pages.....	2 »
De 33 à 40 pages.....	2 50
De 41 à 48 pages.....	3 »

Il est fait exception pour les suppléments contenant des revendications de propriété, lesquels sont vendus 1 fr. par feuillet de 2 pages.

